

LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE

François Bafoil

La présidence française bénéficie d'une fenêtre d'opportunité unique pour démontrer que si aucun pays ne remet en question les principes du libre marché au sein de l'Union, cela ne peut pas se faire aux dépens de la dimension politique de la défense des intérêts communs. Europe libérale ou Europe davantage politique, il appartient à la France de montrer maintenant que les deux dimensions sont compatibles. Après tout, ce sont elles qui étaient au cœur du message politique du candidat Sarkozy il y a un an. Cette présidence élargie lui donne l'occasion d'affirmer enfin la réalité de son ambition. Mais cette fois à l'échelle de l'Union.

Mini traité ou traité tout court, l'Europe est repartie de bon pied – à coup sûr grâce à l'impulsion volontariste du président Français – et tandis que la grande vague du libéralisme qui a dominé les 20 dernières années semble momentanément marquer le pas – les négociations à l'OMC sont pour le coup enferrées et d'élargissement prochain, il n'en est pas question - voilà une présidence qui affiche clairement les enjeux. Et quels enjeux ! Pas moins de cinq qui sont au cœur des débats politiques, nationaux, européens ou mondiaux : l'immigration, l'énergie et le climat, l'agriculture, la défense - sans compter tous ceux qui nourrissent, sous la conduite française, les échanges entre les administrations et parmi lesquelles, il faut notamment compter les réflexions sur l'avenir de la politique de la cohésion et sur les institutions communes. Assurément, et sans le claironner, voilà une présidence qui ayant annoncé qu'elle voulait faire une pause dans la dynamique d'élargissement, entend maintenant mettre concrètement en œuvre la notion d'« approfondissement » en prouvant que sur des dossiers aussi importants, les accords peuvent être trouvés.

Ce sont quelques uns de ces dossiers que les textes suivants se sont attachés à traiter :

D'abord en rappelant avec Christian Lequesne les attentes massives qui se sont manifestées à l'égard de la présidence française compte tenu de l'importance des cinq dossiers choisis. A cet égard, le slogan qu'elle s'est donné - « l'Europe qui protège » - n'est peut être pas le plus adapté si l'on considère la question de l'immigration ou celle de l'agriculture.

Cette question de l'immigration, qui constitue le cœur du projet de « l'Union pour la Méditerranée » peut être lue, comme le souligne Vladimir Tardy, de trois manières : soit comme strictement française avec pour seule optique le règlement de la question de l'immigration ; soit comme le pendant de la « mitteleuropa » et en l'espèce dirigée contre l'Allemagne ; soit comme proprement européenne, avec pour seule visée la réduction de la fracture Nord / Sud.

Enfin, la question de l'agriculture et de la Pac est abordée dans le texte signé par plusieurs membres de l'académie d'agriculture. Ils dénoncent les méfaits d'une libéralisation à tout crin conduite sous les auspices de l'OMC et réclament une réforme de la politique de découplage suivie depuis 1992 et 2003 – qui s'est avérée néfaste autant pour les producteurs que pour les consommateurs européens.

Pour tout pays de l'UE, occuper pendant 6 mois la présidence de l'Union est un moment décisif. On peut y laisser une image versatile, à l'image de la présidence Blair il y a deux ans, prometteuse initialement, et pourtant sans aucune consistance à l'arrivée. Mais on peut aussi y laisser l'image d'une présidence déterminée à faire avancer à petit pas et dans la concertation, l'intérêt collectif, à l'image de la présidence allemande il y a six mois. Entre ces deux exemples, la présidence qui va s'ouvrir a le choix : soit de montrer que la politique n'a pas perdu la partie en Europe et que, par exemple, les débats sur l'immigration peuvent ouvrir sur autre chose que le repli identitaire morbide et l'annonce « coup de poing ». On parlera alors de la présidence française comme d'une référence collective ; soit que la France n'est pas à la hauteur de l'ambition dont elle se targue, en projetant à l'échelle communautaire ce que les Français et tant de ses voisins reprochent à leur président – une arrogante vanité - et on parlera alors d'une présidence Sarkozy comme d'une échéance ratée.